

Avis n° 04-373
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 27 avril 2004
sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2004062 relative à la commercialisation
d'une nouvelle offre « 2048/128 kbit/s » dans la gamme « IP/ADSL »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le Code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu la loi n° 2003-1365 du 31 décembre 2003 relative aux obligations de service public des télécommunications et à France Télécom ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom relative à la décision tarifaire n° 2004062 reçue 14 avril 2004 ;

Vu l'avis n° 03-1298 de l'Autorité en date du 9 décembre 2003 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003144 et n° 2003145 relatives à l'évolution de la tarification des offres « Collecte IP/ADSL » et « Accès IP/ADSL » ;

Après en avoir délibéré le 27 avril 2004,

Le présent avis porte sur une nouvelle offre « 2048/128 kbit/s » dans la gamme « IP/ADSL » (segment accès).

L'offre « Accès IP/ADSL » consiste en la revente des accès ADSL fournis par France Télécom et qui permet aux fournisseurs d'accès à Internet de commercialiser sous leur propre marque des offres comprenant l'accès ADSL et la fourniture du service Internet.

L'offre se décline actuellement en trois offres destinées au marché résidentiel, de débits 128 kbit/s, 512 kbit/s et 1024 kbit/s, et une offre destinée au marché professionnel de débit 1024 kbit/s. Les tarifs de l'offre « IP/ADSL » sont détaillés dans l'avis n° 03-1298 susvisé.

1. Description de la décision tarifaire n° 2004062

La tarification de l'offre « 2048/128 kbit/s » dans la gamme « IP/ADSL » est la suivante :

- frais d'accès au service : 53 euros hors taxes ;
- prix mensuel d'abonnement :
 - o répartiteurs de plus de 20 000 lignes : 13 euros hors taxes ;
 - o répartiteurs de moins de 20 000 lignes : 25 euros hors taxes.
- L'option « PING », qui permet de réduire les temps de réponse des internautes jouant en ligne, sera accessible à travers l'offre « 2048/128 kbit/s ».

2. Analyse de l'Autorité

Le contexte global du marché de l'accès haut débit ADSL a été rappelé par l'Autorité dans son avis n° 03-1298 susvisé.

- *Sur la montée en débit des offres d'accès IP/ADSL*

L'Autorité considère que le choix de France Télécom de commercialiser une offre d'accès IP/ADSL à un débit crête de 2048 kbit/s est en adéquation avec l'accroissement de la demande de bande passante et le développement de la société de l'information. La commercialisation d'une offre d'accès à un débit crête supérieur permettra aux fournisseurs d'accès à Internet de proposer à leurs clients des offres plus riches, répondant à une demande de bande passante toujours plus élevée.

- *Sur le principe d'une différenciation des tarifs en fonction du type de répartiteurs*

Les tarifs de l'offre « 2048/128 kbit/s » sont différenciés en fonction de la taille du répartiteur, répartis en deux catégories suivant que le nombre de lignes principales attachées au répartiteur est supérieur ou inférieur à 20 000.

Dans son avis n° 03-1298 susvisé, considérant la différenciation des tarifs d'accès en fonction du type de répartiteur de rattachement, l'Autorité a eu l'occasion de préciser que « *la différenciation des tarifs [permettait] de laisser un espace économique potentiellement plus important entre le dégroupage et IP/ADSL sur les répartiteurs de moins de 20 000 lignes, qui ne sont pas encore dégroupés. De même, cette différenciation est incitative à la poursuite du déploiement ADSL de France Télécom vers les plus petits répartiteurs.* »

- *Sur la différenciation des tarifs en fonction du débit crête*

Le tarif d'accès sur les répartiteurs de plus de 20 000 lignes est identique aux tarifs d'accès pour les débits crêtes de 512 kbit/s et 1024 kbit/s sur le même type de répartiteurs. L'Autorité considère que l'unicité des tarifs pour les accès 512 kbit/s, 1024 kbit/s et 2048 kbit/s, qui reflète l'indépendance des coûts de production par rapport aux débits, est un facteur de dynamisation du marché, dans la mesure où elle incitera les fournisseurs d'accès à Internet à proposer à leurs clients, à des prix attractifs, des offres d'accès et de service Internet à des débits plus élevés.

Le tarif d'accès sur les répartiteurs de moins de 20 000 lignes est plus élevé que ceux des autres offres de débits crêtes inférieurs sur le même type de répartiteurs. Dans son avis

n° 03-1298 susvisé, l'Autorité a eu l'occasion de confirmer que l'espace économique entre dégroupage et IP/ADSL était suffisamment important pour inciter les opérateurs alternatifs à poursuivre leurs efforts pour dégroupier les répartiteurs de moins de 20 000 lignes. En l'espèce, le tarif d'accès 2048 kbit/s sur les répartiteurs de moins de 20 000 lignes est 25% plus élevé que le tarif d'accès 1024 kbit/s sur les mêmes répartiteurs. Il apparaît donc que l'offre « 2048/128 kbit/s » offre un espace économique entre dégroupage et IP/ADSL incitant les opérateurs alternatifs à poursuivre le déploiement du dégroupage sur ce type de répartiteurs.

- *Sur les délais d'application*

France souhaite appliquer la décision tarifaire dès homologation. L'Autorité considère toutefois que les fournisseurs d'accès à Internet doivent pouvoir disposer d'un certain délai pour faire évoluer leurs offres de détail en fonction de la nouvelle offre de gros commercialisée par France Télécom. L'Autorité estime qu'un délai d'un mois est nécessaire.

- *Sur la création d'un débit similaire dans l'offre « ADSL Connect ATM »*

Certains opérateurs alternatifs présents sur le marché de détail de l'ADSL résidentiel utilisent l'offre de gros « ADSL Connect ATM » préférentiellement à l'offre de gros « IP/ADSL ».

Il est donc nécessaire que France Télécom introduise dans l'offre « ADSL Connect ATM » une option de débit crête 2048 kbit/s, dans le même délai et à des tarifs compatibles avec ceux de l'offre « Accès IP/ADSL » 2048 kbit/s.

- *Sur l'évolution du marché de détail*

L'Autorité note que la différenciation proposée par France Télécom sur les tarifs de gros « Accès IP/ADSL 2048 kbit/s » est nettement supérieure à celle existante pour les autres options de débit.

L'ampleur de cette différenciation pourrait inciter les fournisseurs d'accès Internet à restreindre leurs offres de détails aux zones les plus rentables. Cette possibilité deviendrait probable si les tarifs de détail des offres 2 Mbit/s devaient s'établir à un niveau inférieur aux coûts variables de production sur les zones peu denses. Compte tenu de l'agressivité commerciale de certains acteurs du marché, cette possibilité ne peut être exclue.

L'Autorité ne souhaite pas voir les principaux acteurs nationaux du haut débit proposer des offres de détail limitées à certaines zones géographiques. France Télécom a indiqué à l'Autorité partager l'objectif du maintien d'un marché de détail relativement homogène sur le territoire.

3. Conclusion

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2004062 de France Télécom, sous réserve :

- qu'elle entre en vigueur un mois après homologation ;
- que France Télécom introduise dans son offre « ADSL Connect ATM » une option de débit crête 2048 kbit/s, dans le même délai et à des tarifs compatibles avec ceux de l'offre « Accès IP/ADSL » 2048 kbit/s.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 2004

Le Président

Paul Champsaur